



Economies sur l'Hôpital et la Santé...

BERCY M'A TUE

sante-secu-social.npa2009.org - avril 2024

nouveaupartianticapitaliste.org

MACRON et à Bercy son ministre des finances veulent économiser 20 milliards d'euros. Mais pas question de piquer dans les super-bénéfices de Total ou la poche des milliardaires. C'est dans notre poche, celle des chômeurs, des précaires, celle de l'hôpital et de la santé qu'ils ont décidé de réaliser leur sinistre hold-Up!

Le manque de lits et de personnels tuent!

Le gouvernement a fermé 6700 lits en 2022. Les maigres hausses du Ségur ne sont même pas financées par un budget inférieur à l'inflation. A partir des calculs de Samu Urgences de France, on peut estimer à plus de 1500 les morts évitables aux urgences. Personnels insuffisants, épuisés et mal payés = usagers.ères maltraités !

Franchises médicales doublées, un hold-up à 800 millions!

Depuis le 31 mars, on paye un euro sur chaque boîte de médicament, deux euros pour les consultations médicales, quatre euros sur les transports, non remboursés par les mutuelles. Un hold-Up à 800 millions d'euros. Hier avec la baisse des remboursements dentaires, c'étaient 500 millions qui étaient piqués dans la poche des malades. Alors pas étonnant que les prix des mutuelles explosent : +7% l'an passé, +10% prévu cette année selon l'UFC-Que Choisir.

Macron veut attaquer les ALD...

Demain il envisage de rogner sur le remboursement à 100% des ALD, les affections de longue durée pour les plus malades, qui représentent 120 milliards d'euros de dépenses. Comme si on choisissait d'être malade! Et Bruno Le Maire rêve de baisser encore les cotisations sociales, versées par les employeurs, donc la partie de notre salaire qui est mis en commun pour la Sécu, pour la rem-

placer par une augmentation de Tva, l'impôt le plus injuste, qui pèse surtout sur les ménages les plus modestes.

Il faut les bloquer...

Vite... Un grand mouvement, autour de quelques exigences populaires, une mobilisation personnel.les, usager.es, salarié.es pour défendre l'hôpital, la Sécu, notre santé.

Les assistés du CAC 40

nous coûtent un pognon de dingue !

73 milliards d'euros

C'est le montant des exonérations de cotisations sociales patronales, qui profitent surtout aux grands groupes ! Autant de cotisations en moins pour la Sécu, l'hôpital, nos salaires...

suivez-nous sur les réseaux...



On a une idée simple... pour financer les hôpitaux et le droit à la santé

Augmenter le budget de la Sécu à la hauteur des besoins, c'est possible...

En prenant dans les 73 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales patronales.

En augmentant les salaires, donc les cotisations sociales pour la Sécu, un minimum quand les géants du CAC 40 réalisent sur notre dos plus de 145 milliards d'euros de profits en 2023.

En réalisant enfin l'égalité salariale hommes / femmes. Cela donnerait 5,5 milliards d'euros de cotisations en plus pour le régime général.

Plus de personnels, plus de salaires, plus de médecins, plus de lits pour mieux soigner!

Santé :

Attal l'illusionniste et sa « taxe lapin »

Dans un entretien à la presse régionale le 6 avril, le Premier ministre a précisé le contenu de son « plan santé ». Prétendant « obtenir des résultats rapides et concrets pour les Français », Attal tente un numéro d'illusionniste pour détourner l'attention des véritables raisons de la crise du système de santé, des responsabilités du pouvoir dans cette crise, tout en poursuivant et aggravant la politique d'austérité.

Une taxe de 5 euros pour faire diversion...

La principale mesure annoncée est la taxe dite « lapin » : une taxe de 5 euros dont devront s'acquitter les malades ne s'étant pas présentés à un rendez-vous médical. Ce dispositif contraindra le patientE à transmettre ses coordonnées bancaires aux plateformes de réservation type Doctolib. En sortant de son chapeau cette « taxe lapin », Attal tente de faire porter sur les malades eux-mêmes la responsabilité de la dégradation de l'accès aux soins, tant à l'hôpital que dans les territoires où les déserts médicaux s'étendent...

Qui ne réglera évidemment rien aux déserts médicaux...

Comme toute mesure punitive de ce type, une taxe de 5 euros n'aura qu'une efficacité limitée. Elle ne pénalisera que celles et ceux, les plus pauvres et précaires, pour qui 5 euros ont une importance. Chez les autres, elle ne fera que renforcer une attitude consumériste vis-à-vis des soins : payer le droit de ne pas venir à son rendez-vous... La responsabilisation des patientEs vis-à-vis des soins ne peut venir que d'une réappropriation démocratique par les usagerEs de leur système de santé et de protection sociale au moyen d'une sécurité sociale autogérée, et d'un système de soins public et gratuit auquel les patientEs sont associés.

Reporter sur les malades la responsabilité de la casse de la santé

Le but principal de cette « taxe lapin » est bien de détourner l'attention des véritables problèmes qui vont s'aggraver avec le renforcement de l'austérité budgétaire au nom de la prétendue lutte contre les déficits : manque de financement du système hospitalier faute de budgets suffisants, rémunération insuffisante des professionnels, management toxique... Et comme l'a souligné l'association des maires des communes rurales, ce n'est pas cette taxe ou l'accès direct à un spécialiste (autre mesure du plan Attal) qui permettront d'obtenir un rendez-vous sur des territoires... où il n'y a de toute façon plus de généralistes ou de spécialistes !

Les autres mesurottes annoncées par Attal, comme la possibilité de prescriptions de certains antibiotiques par les pharmaciens ou l'appel à des médecins déjà surchargés et en nombre insuffisant pour assurer la permanence des soins, ne répondent en rien à la gravité de la situation. Quant à la petite augmentation du nombre de médecins formés, elle ne commencera à avoir d'effet que dans 10 ans.

Plus de personnels, de salaires, de lits pour la santé...

Les véritables problèmes sont ailleurs : dans le délabrement faute de moyens d'un hôpital où manquent les lits et le personnel, dans l'absence de centres de santé publics et gratuits sur tout le territoire, dans un accès aux soins de plus en plus difficile pour des raisons financières... Le renforcement de la politique d'austérité au nom de la lutte contre les déficits va encore les aggraver. La réponse à l'illusionniste Attal et à son gouvernement ne peut être qu'une mobilisation générale pour faire de la santé une véritable priorité.

Jours de carence : après les chômeurEs, les malades dans le viseur...

Pour résorber un « déficit public » résultant de ses propres choix politiques, le pouvoir lance semaine après semaine de nouvelles pistes. Elles ont toutes jusqu'à présent, une caractéristique commune : s'en prendre aux salariéEs, en particulier les plus précaires, en épargnant le capital et les

grosses fortunes. Après la nouvelle contre-réforme de l'assurance chômage menée au pas de charge, c'est maintenant l'indemnisation des arrêts de maladie qui est dans le viseur gouvernemental.